GREER, Allan, *The Patriots and the People: the Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1993), xiv-386 p. 30 \$

Jean-Paul Bernard

Volume 49, numéro 3, hiver 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305453ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305453ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, J.-P. (1996). Compte rendu de [GREER, Allan, *The Patriots and the People: the Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1993), xiv-386 p. 30 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49(3), 430–433. <https://doi.org/10.7202/305453ar>

GREER, Allan, *The Patriots and the People: the Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1993), xiv-386 p. 30\$

Depuis 1985 l'auteur de *Peasant, Lord and Merchant* a publié plusieurs articles sur la paysannerie du Bas-Canada et sur la Rébellion de 1837. Rappelons par exemple ses chapitres dans Lebrun et Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes...* et dans *Colonial Leviathan*; et ses articles dans la revue américaine *Social History*, dans les *Cahiers de géographie du Québec* et dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. *The Patriots and the People* est à la fois reprise de ces travaux, synthèse, et fruit d'investissements supplémentaires.

On remarquera dans le titre du livre que «peuple» renvoie à monde rural. Greer s'intéresse de manière spéciale à la figure majoritaire de l'habitant canadien-français, et dans une moindre mesure aux groupes qui lui sont associés, ceux des journaliers et des artisans des campagnes. L'auteur souligne la distinction à faire entre les Patriotes («middle class radicals») qui dirigent un parti politique, et ce peuple sans lequel il ne pouvait pas y avoir de mouvement de masse. On remarquera aussi qu'il emploie, par exemple dans son titre, le vocable classique de «rébellion», mais non sans préciser à la première occasion que de son point de vue il s'agirait plutôt de «crise révolutionnaire». Le choix de ce point de vue, ou de cet objet précis, même si pour son approfondissement il a fallu reconsidérer l'ensemble du phénomène 1837-1838, le conduit à écrire «other researchers will have to tell us how things look from the perspective of the urban population, of the English speakers, of the aboriginal people, and of others» (p. xi).

On a donc d'abord, après l'introduction, trois chapitres sur les éléments fondamentaux («background materials»), économie agraire, sociabilité rurale, et rapports de l'Habitant au politique; puis un quatrième sur la construction du mouvement patriote au moment où le parti des Patriotes se heurte à une impasse politique au début de 1837. Les six chapitres subséquents suivent davantage l'ordre chronologique et, sans que cela soit exclusif, utilisent davantage le genre narratif. Le récit, de l'été 1837 à novembre 1838, est organisé autour de thèmes pertinents aux préoccupations annoncées. Narration et explication se conjuguent ainsi heureusement.

Le premier atout de Greer, ou son premier mérite, c'est d'échapper à la fois aux travers de l'hagiographie et à ceux de ce que j'appellerais la «criminologie». Et ce n'est pas par défaut, par indétermination, par plate modération. Il argumente, fait part de ses incertitudes, tranche de façon nuancée. Il aime ses paysans; moins les professionnels et les journalistes du parti. Mais sur ces derniers il écrira ce beau passage qui fait penser à E. P. Thompson:

Fairly typical bourgeois democrats of the "Age of Revolution", they can also be seen as people grappling with fundamental and perennial political conundrums. When we ourselves succeed in putting the ideals of democracy into practice, when everyone subject to the power of the state really does partake in equal measure of that power, then perhaps we shall be justified in treating the Patriots with contempt. (p. 136)

Deuxième force, c'est l'attention constante de Greer de comparaison avec ce qui se passe dans cette partie-ci du monde occidental et de ce qui se passe plus largement, ici et là, dans la période que Hobsbawm a appelé «l'ère des révolutions». Ses très nombreuses évocations comparatives, même si elles sont rapides, enrichissent singulièrement l'analyse en même temps qu'elles protègent le lecteur de l'anachronisme fin XX^e siècle, qu'il s'agisse par exemple du rôle de l'État ou des valeurs démocratiques. Ce livre est aussi riche par son ouverture aux trois dimensions classiques de l'entendement des phénomènes reliés à la vie en société que constituent l'analyse économique, l'analyse culturelle et l'analyse politique.

Un chapitre de cette excellente étude ne me satisfait toutefois pas pleinement, et un autre me paraît poser de très gros problèmes. Le chapitre 6 a pour titre l'expression «Two nations warring» empruntée à Durham, et il se termine avec les deux phrases suivantes:

The armed conflict served only to accelerate the process of national polarization, so that by the time Lord Durham visited Canada in 1838, hatred between English and French was at an all-time high. Who can blame him for assuming that virulent "racial" hostility was a fundamental fact of Lower Canadian public life and for concluding, quite erroneously, that the revolutionary upheaval was the product of national animosity? (p. 188)

Greer estime plutôt que le phénomène demeure secondaire (non pas dans le sens de sans importance, mais de dépendant) et qu'il ne faut pas passer de sa reconnaissance comme fait à sa reconnaissance comme cause. Il pourrait bien avoir effectivement raison. Quelle est son argumentation?

La secondarisation de la question chez Greer se résume à l'argument suivant: dans le comté de Deux-Montagnes, pris comme microcosme, le clivage Français/Anglais a peu à voir avec les lignes de conflits visibles lors de l'élection de 1827 — mais il nous a dit que les anglophones sont très peu nombreux avant le tournant des années 1830; aux élections générales de 1834, célèbres comme occasion de recours à la violence, c'est apparemment le contraire qui est le cas — les gestes étant attribués par les acteurs eux-mêmes aux «Canadiens» de Saint-Benoît, aux «Écossais» de St. Andrews,

aux Irlandais de St. Columban —, mais, souligne l'auteur, «national dualism did not *create* political conflict [...] The immigration of the early 1830s and the mobilization of the anglophones against 'French republicanism' simply [...] inserted an ethnic movement into a pre-existing conflict» (p. 168); à l'été de 1837, les pressions qui prennent la forme de l'intimidation sur les familles des anglophones visent à les forcer à changer leur orientation politique et non à obtenir d'elles qu'elles abandonnent religion, langue ou coutumes, ce qui fait que là encore «the lines of conflict [...] were fundamentally political and incidentally ethnic»; de même, quand en novembre 1837, une expédition partie de Saint-Jérôme confisque les armes de la population de New Paisley, c'est moins aux anglophones comme tels qu'on s'en prend qu'à des ennemis potentiels dans un conflit qui tend à se transformer en conflit armé. Tout cela montrerait non seulement que Durham, dont l'enquête est menée en 1838, au pire moment des animosités nationales, ait pu se tromper, mais aussi la source de son erreur.

On peut être tout à fait disposé à considérer que la guerre ne s'impose pas comme une fatalité pour deux peuples vivant à l'intérieur d'un même État, ce que semble indiquer le plus célèbre passage de Durham — et ce que Greer contribue à perpétuer à son propos. Mais une lecture moins pointue du *Rapport* permet de nuancer beaucoup et de penser quand même que la dualité ethnique des années 1830, et surtout les conditions d'existence d'un côté et de l'autre de cette dualité, pouvaient avoir un côté explosif.

Par contre, plus tôt dans le texte, Greer a le bon sens de voir que la question ne peut plus être de savoir si le nationalisme était à l'œuvre en 1837-1838 mais d'en définir les formes exactes, en particulier le caractère plus ou moins inclusif ou exclusif. Sur ce continuum, il lui décerne d'ailleurs une assez bonne note, écrivant, par exemple: «In striking contrast with Quebec nationalists of a later age, those of the 1830s did not advocate any use of the power of the state to protect the French language!» (p. 133)

Cette analyse qui permet de relativiser un diagnostic fait en 1838 ne peut constituer le dernier mot sur la question. D'abord, elle a trop tendance à confondre antériorité chronologique et antériorité logique. Ensuite, trop tournée contre un paragraphe de Durham devenu un lieu commun, elle oublie que le diagnostic de celui-ci n'est pas de son invention mais était largement partagé depuis un bon moment dans un mouvement dit «constitutionnel» et anti-patriote qui était loin de ne faire que du tourisme d'enquête au Bas-Canada. Il resterait à déterminer si la question politique de la coexistence des nationalités doit être centrée sur la mesure des animosités ou sur autre chose.

Le chapitre 7, intitulé «The Queen is a Whore», évoque qu'un marchand patriote ait pu inviter les paroissiens à sortir de l'église de Contrecoeur plutôt que de chanter le *Te Deum* lors de l'avènement de la reine Victoria, en criant: «C'est bien de la peine de chanter le *Te Deum* pour la sacré Reine, sacré putain qui a les jambes en l'aire» (p. 191). Voilà qui fait un titre flamboyant, surtout qu'on oppose à cela que pour leur part les loyaux, «chevaleresques», parlent plutôt de l'autorité légitime, de la jeunesse et de la beauté de la nouvelle souveraine. C'est là la langue outrancière de l'injure, comme on a

pu parler à d'autres moments de «cochons noirs» dans le cas des curés ou de «cochons rouges» pour d'autres. Comment ne pas faire dans les circonstances la part large à l'antibritannisme et à l'antimonarchisme qui charrient réticences à propos de la jeunesse et misogynie?

Il me semble que ce chapitre qui vise à rendre compte de la propension proprement patriote (républicaine) à l'exclusion des femmes de la politique en met trop et constitue un «*overstatement*» par rapport à ses bases documentaires bas-canadiennes. Comme il faut être bref à la fin de cette recension, j'indiquerai simplement, sans élaboration, mes points d'accord et de désaccord avec Greer. Les points d'accord: à propos des femmes, le droit positif est en retard sur le droit naturel; il faut montrer que la démocratie censitaire des patriotes ne va pas jusqu'à intégrer les femmes au corps politique; il y a chez eux du sexisme, voire des traces de misogynie. Les points de désaccord: contrairement à Greer, je ne vois aucun contraste significatif entre les patriotes et leurs adversaires quant à leur attitude relativement aux femmes (par exemple, c'est toute la classe politique d'alors, toutes orientations politiques confondues, qui fait que les femmes du Bas-Canada, qui n'avaient pas vraiment le droit de vote en tant que femmes, ne l'auront vraiment plus); des indices de participation des femmes à la mobilisation patriote, que Greer n'ignore pas, auraient dû être pris en compte; dans un contexte de non-mobilisation étendue des femmes, des deux côtés, je ne pense pas qu'on puisse écrire en mettant tout sur le même pied «The revolutionary movement was weakened by the fact that it tended to alienate major elements of the Lower Canadian population, including *women* (le souligné est de nous), natives and English speakers.» (p. 350)

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

JEAN-PAUL BERNARD